

Les Universités Sociales du Togo

2ème édition

«Gouvernance partagée pour un développement humain»

Kpalimé, Centre BAFOK les 23 et 24 août 2019



Les Universités Sociales du Togo

2ème édition

Gouvernance partagée pour un développement humain

23 & 24 août 2019 au centre BAFOK de Kpalimé, TOGO



SOMMAIRE

SIGLES ET ACRONYMES	6
A. INTRODUCTION	7
B. OUVERTURE DE LA 2ème EDITION	7
C. LA CONFERENCE INAUGURALE	10
C.1. Typologie des problèmes	11
C.2. Paradigme du « GOUVERNANT TOUT PUISSANT »	11
C.3. Paradigme de la « GOUVERNANCE PARTAGEE »	11
D. LES TRAVAUX	14
D.1. Première journée	14
D.1.a. PANEL 1 : Modèles agricoles et souveraineté alimentaire : Quels défis pour le Togo ?	14
D.1.b. PANEL 2 : Le Tourisme, Facteur de Développement et d'Épanouissement de la Jeunesse ?	19
D.2. Deuxième et dernière journée	21
D.2.a. PANEL 3 : Emploi, Entrepreneuriat, Aides Financières, Secteurs Porteurs	21
D.2.b. PANEL 4 : Forum ouvert : Comment reconstruire Kpalimé ?	23
E. SYNTHESE DES TRAVAUX	27
F. CONCLUSION	28
G. RECOMMANDATIONS ISSUES DE CES RENCONTRES CITOYENNES	29
H. LA SECONDE EDITION EN CHIFFRES	31
I. PHOTOS	32

SIGLES ET ACRONYMES

BAFOK : Base d'appui et de formation de Kpalimé

BTP : Bâtiment et Travaux Publics

CDD : Contrat à Durée Déterminée

IFF-AFRIQUE : Institut de Formation Fondacio- Afrique

MPME : Micros, Petites et Moyennes Entreprises

OGM : Organisme Génétiquement Modifié

OSC : Organisation de la Société Civile

PAM : Programme Alimentaire Mondiale

PLU : Plan Local d'Urbanisme

TIC : Technologie de l'Information et de la Communication

UL : Université de Lomé

UST : Universités Sociales du Togo



A. INTRODUCTION

Kpalimé, chef-lieu de la Préfecture de Kloto, situé à 120 km de Lomé la capitale. C'est dans cette ville secondaire du Togo particulièrement prisée pour sa végétation et ses paysages vallonnés que s'est tenue la seconde édition des Universités Sociales du Togo (UST) les 23 et 24 Août 2019 au centre BAFOK. Le thème principal de ces rencontres citoyennes fut : « **Gouvernance partagée pour un développement humain** », plaçant ainsi le citoyen togolais au cœur de la réflexion.

Pendant deux (02) jours, le Centre BAFOK (Base d'Appui et de Formation de Kpalimé) a accueilli 150 participants journaliers issus de la localité et de ses alentours, mais aussi venus de Lomé et d'autres régions du pays, regroupant ainsi des personnalités politiques, administratives, judiciaires, universitaires, religieuses et des citoyens pour pousser la réflexion et échanger sur les sujets d'intérêt propres aux problématiques de la localité.

B. OUVERTURE DE LA 2ÈME EDITION

Elle s'est faite en présence de Messieurs le Préfet de Kloto, le Procureur de la République auprès du Tribunal de Kpalimé, le Commissaire de Police de la ville, de Monseigneur l'Évêque du Diocèse de Kpalimé, de l'Inspecteur Ecclésiastique de la Région Sud-Ouest de l'Église Évangélique Presbytérienne, des Universitaires, des responsables d'Organisations de la Société Civile, de différentes autres personnalités et de nombreux citoyens participants.



Les autorités administratives et religieuses présentes lors de la cérémonie d'ouverture de la 2ème édition des UST / © UST



Le maître de cérémonie de ces rencontres citoyennes, M. Adzima KLOU, a tout de suite souligné l'intérêt pour Kpalimé et le Grand Kloti d'abriter cette nouvelle édition des UST, après celles de Lomé en 2016. Ainsi, des Organisations de la Société Civile (OSC) alliées à des citoyens engagés tant à l'intérieur du pays qu'issus de la diaspora ont donc initié les UST qui constituent un espace par excellence pour susciter l'éveil de conscience des citoyens, les amener ensemble à réfléchir, à parler, à échanger et enfin à se mobiliser autour des thèmes porteurs tels que le développement sous toutes ses formes, la démocratie, les libertés fondamentales et publiques, les droits humains, et viser enfin l'avènement d'un Etat de droit au Togo.

Par la suite, M. Roger Ékoué FOLIKOUÉ, dans son discours de bienvenue, a insisté sur le caractère civil et apolitique des UST, ce qui ne doit cependant pas empêcher le citoyen togolais de réfléchir et de se prononcer sur tout ce qui touche à la Nation, à son bien-être, au vivre ensemble, et de s'engager pour influencer positivement les décisions qui doivent être prises pour lui et en son nom.

Enfin, pour M. FOLIKOUÉ, les UST constituent un cadre d'information, de formation, de communication et d'éducation citoyenne, ainsi qu'un cadre d'échanges pour des citoyens soucieux de la mise en œuvre d'un espace citoyen multiforme et multidimensionnel.

Un espace « du donner et du recevoir » ouvert, où chacun est à la fois enseignant et élève ; avec pour seul diplôme la convivialité et les fruits des expériences des uns et des autres.

Mme Maryse QUASHIE est ensuite intervenue au nom des Forces Vives «Espérance pour le Togo» dont font partie les UST. Elle a exprimé toute sa joie et sa fierté de voir une fois de plus les Organisations de la Société Civile (OSC) continuer à s'investir et à mener des réflexions constructives en ces périodes d'incertitude pour le Togo. S'agissant des Forces Vives «Espérance pour le Togo», Mme QUASHIE a insisté pour dire que ce n'est pas une nouvelle organisation qui vient s'ajouter aux OSC. C'est plutôt un regroupement des associations et Organisations de la Société Civile (OSC), en vue de la convergence des idées et des forces émanant des uns et des autres mais ayant cependant pour mêmes objectifs et même but l'émergence et la sauvegarde d'une Nation unie, libre et démocratique, et pour le « mieux vivre ensemble ». «Espérance pour le Togo» représente à travers ses membres une image réduite de toutes les composantes de la société togolaise à savoir hommes, femmes, personnes âgées, jeunes, toutes les régions, toutes les ethnies, toutes les religions, toutes les couches socioprofessionnelles, etc.

Cependant, tout en s'y associant autant que faire se peut, les Forces Vives «Espérance pour le Togo» respectent la spécificité et donnent la latitude à chacune de ses organisations membres, d'organiser ses propres activités et de mener ses propres actions, à l'image de cette seconde édition des UST qui se tient à Kpalimé. « *Unis mais pas uniformes, profitant des richesses de la diversité* », tel doit être perçu le bien-fondé des Forces Vives «Espérance pour le Togo» a souligné Mme QUASHIE avant de se réjouir du thème principal du Forum de Kpalimé, porteur d'un des actes majeurs du «mieux vivre ensemble».

Dans son discours d'ouverture, le Professeur David Ékoué DOSSEH, Coordonnateur des UST, a d'emblée insisté sur le fait que « *les Universités Sociales du Togo sont nées de la volonté d'un groupe d'amis au Togo et issus de la Diaspora, désireux de créer des espaces d'échanges entre citoyens, des champs de rencontres pluriels, non hiérarchisés et décroisés, enfin des zones de connexion*



transpartisanes où la communauté redevient le seul et véritable centre d'intérêt.». Véritables espaces de partage d'expériences, de formation, d'information, d'expression des citoyens par les citoyens et pour les citoyens, c'est là l'essence même des UST.

La première édition des UST a eu lieu en octobre 2016 à Lomé et a eu pour thème principal « Justice et Équité Sociales : Regards croisés des acteurs ». Le constat établi à cet effet était que la société togolaise est de plus en plus inégalitaire, les populations de plus en plus méfiantes les unes envers les autres, incapables de se parler entre elles.

D'où la nécessité de créer des espaces de rencontres, d'échanges et de réflexions, en vue de favoriser un vivre ensemble plus harmonieux et de participer à la construction d'une société plus juste et plus solidaire. Si le but à atteindre doit s'inscrire dans la durée, il nécessite néanmoins le plein engagement des jeunes. La jeunesse togolaise a l'impérieux devoir de prendre le relais pour reconstruire une société où l'Humain sera au centre de tout intérêt et pour restaurer des valeurs comme la justice, l'équité, la solidarité, l'honnêteté, entre autres.



Mme QUASHIE, Pr. DOSSEH, M. FOLIKOUE et M. KLOU lors de la cérémonie d'ouverture / © UST

Évoquant la seconde édition de ces rencontres citoyennes, le Pr. DOSSEH a expliqué que le choix de Kpalimé s'explique d'abord par la volonté des UST de délocaliser autant que possible leurs actions et leurs activités à travers le pays, mais aussi et surtout de tirer l'attention d'une communauté riche de sa diversité culturelle, écologique, touristique, économique, et d'une jeunesse pleine de vigueur, mais une communauté qui malheureusement peine à prospérer et à jouir pleinement de toutes ses potentialités. Cependant, pour le Pr. DOSSEH, cette deuxième édition se tient au lendemain d'un proces-



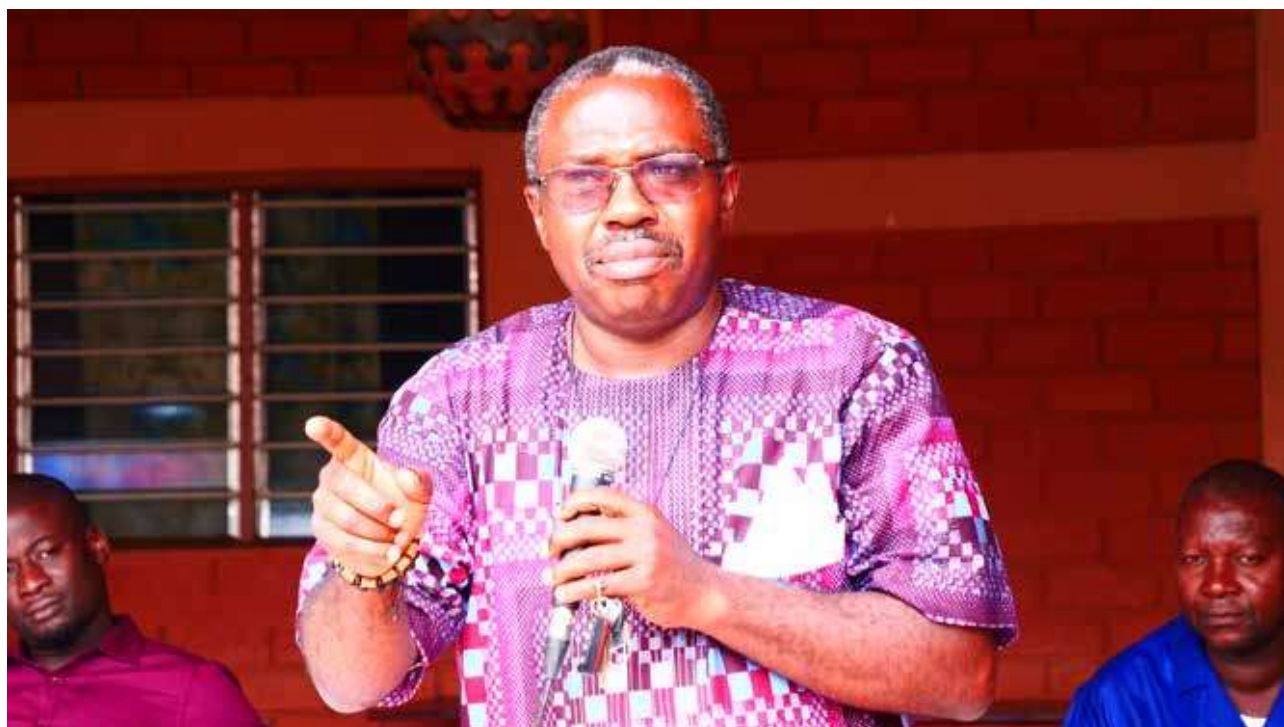
sus qui, malgré ses insuffisances, a toutes les chances de redonner du pouvoir et des opportunités aux communes qui doivent s'en saisir pour s'engager résolument et davantage dans le développement de leurs communautés. L'émergence d'une nouvelle citoyenneté engagée suppose désormais l'existence d'un citoyen acteur et non simple spectateur du développement de sa commune. Dès lors, la gouvernance, qu'elle soit culturelle, économique, sociale ou même politique, doit être partagée. Elle doit être inclusive et permettre une véritable implication des filles et fils de la communauté.

Enfin pour le Coordonnateur des UST, au-delà du développement de la Nation, la gouvernance partagée telle que souhaitée aujourd'hui, doit impérativement favoriser le développement et l'épanouissement des femmes et des hommes qui la composent.

C. LA CONFERENCE INAUGURALE

« Gouvernance partagée pour un Développement humain », tel est le thème central de cette seconde édition repris et développé par M. Roger Ékoué FOLIKOUÉ, enseignant-chercheur au département de Philosophie de l'UL, dans sa conférence inaugurale.

Pour introduire son intervention, M. FOLIKOUÉ a choisi l'intellect (la tête) et l'affectif (le cœur), en se basant sur une chanson de l'artiste togolais RAS-LY avant de poursuivre avec une série de questions à l'endroit de l'assistance. Série de questions qui doivent conduire à certains éléments essentiels de sa conférence.



M. Ekoué Roger FOLIKOUÉ lors de la conférence inaugurale / © UST



C.1. TYPOLOGIE DES PROBLÈMES

Se basant toujours sur le morceau de RAS-LY, M. FOLIKOUÉ a évoqué les maux qui minent l'Afrique en général et le Togo en particulier, à savoir :

- Absence d'avenir pour la jeunesse
- Absence de structures de formation adéquates et équipées
- Taux élevé du chômage
- Cherté de la vie
- Mal gouvernance
- Promesses fallacieuses et slogans mensongers à l'occasion des élections
- Violences accrues et à outrance
- Restriction ou absence de liberté d'expression, etc.

Et le conférencier de regrouper les différents problèmes en quatre (04) catégories sous l'étiquette de trois plus un (03 + 01) : problèmes sociaux, problèmes économiques, et problèmes politiques, auxquels s'ajoutent tout particulièrement les problèmes de la jeunesse, des jeunes totalement livrés à eux-mêmes et à l'horizon bouché. Ces problèmes réels déjà connus, nécessitent cette fois-ci une autre vision, une autre approche de solutions qui, pour la circonscrire, **met en opposition deux paradigmes, à savoir le paradigme du « gouvernant tout puissant » et celui de la « gouvernance partagée ».**

C.2. PARADIGME DU « GOUVERNANT TOUT PUISSANT »

Il consiste à tout confier aux gouvernants, à tout attendre d'eux. C'est aussi ce qu'on peut qualifier de « Gouvernant référent », le modèle de « *tout vient d'en haut et qui nous transforme en de simples consommateurs des solutions provenant du sommet, des gouvernants* ». C'est le modèle de la centralisation du pouvoir pour mieux dominer. Tout vient d'en haut et pratiquement rien de la base (à savoir le peuple, les populations, les citoyens...). Une base devenue une simple masse d'exécution. Le paradigme du « gouvernant tout puissant » crée, suscite et surtout secrète des citoyens amorphes, des citoyens passifs et attentistes, établit en eux le lien de « supérieur à inférieur », et inhibe aussi en eux le principe d'égalité et de complémentarité.

Si ce paradigme du « gouvernant tout puissant » ne change pas, si on ne met pas fin à ce système, quel que soit les hommes politiques, les autorités qui se succéderont, les maux liés au « gouvernant tout puissant » existeront toujours car l'inhibition dont on souffre n'est pas externe mais interne en eux. Il est donc important, voire indispensable, de prendre conscience de ce paradigme nocif et de chercher à s'en débarrasser avec une autre forme de paradigme qui est celui de la « Gouvernance partagée ».

C.3. PARADIGME DE LA « GOUVERNANCE PARTAGÉE »

La recherche de son propre développement et partant de celui de la Nation demeure une vision constante, un idéal permanent. Il semble cependant que l'importation ici et là des modèles de développement constitue une série quasi permanente d'échecs pour le continent noir et tout particulière-



ment pour le Togo dont le système de gouvernance depuis presque une soixantaine d'années laisse à désirer. Conséquence : la pauvreté ne cesse de s'accroître dans les pays du Sud.

Dès lors, le développement humain qui doit être le fondement de toutes les autres formes de développement apparaît comme un leurre. À moins d'opérer un véritable changement, d'embrasser un nouveau système de gouvernance, d'opter pour un autre paradigme que celui du « gouvernant tout puissant » ! D'où le concept de « gouvernance partagée » avec toutes ses implications.

Il est cependant indispensable, bien qu'ayant la même racine, de ne pas confondre l'idée de gouvernance avec celle de gouvernement dans un pays. « Gouvernance partagée » part de l'idée de l'existence comme réalité partagée et conduit à la conséquence de « coopération », de « co-action », de « collaboration » entre tous les citoyens. Le préfixe « co » révèle la nécessité d'être ensemble, d'agir ensemble. C'est la « co-existence ». Être avec les autres pour agir avec eux présuppose la reconnaissance de l'autre et de chacun. La « gouvernance partagée » suppose et surtout exige une vision commune et partagée dont on confie la garde à des représentants, à savoir le gouvernement. C'est ici que se fonde et se justifie le droit et même le devoir du contrôle citoyen de l'action publique. Dans la « gouvernance partagée » se fonde la notion de « co-responsabilité ».

Ainsi, dans la langue éwé, les principes de la « gouvernance partagée » reposent sur quatre (04) termes, à savoir :

- **Améwouho (l'homme vaut plus que l'argent).** Chaque être humain est une valeur inestimable, car l'argent seul ne fait pas tout.
- **Alowonou (la main qui agit et fait du bien).** Chaque main sert et la main qui sert est toujours celle de quelqu'un d'autre. C'est le principe de la solidarité agissante.
- **Dzramédo (défendre, réparer l'être humain).** C'est le devoir de l'attention portée à l'autre pour réparer ce qui ne va pas, et de mettre l'autre en valeur. C'est la sollicitude, la bienveillance, l'attention à l'autre pour un épanouissement mutuel.
- **Dzranudo (réparer les choses, être attentif à son environnement).** C'est le principe de la relation à avoir avec les autres existants dans un environnement commun. Rendre les choses plus belles et veiller au droit de l'environnement. Le Togo est notre maison commune, notre patrimoine commun.

La « Gouvernance partagée » rend chaque citoyen responsable de :

- l'autre (l'altérité)
- la constitution du bien commun
- le présent et l'avenir à construire ensemble



La « Gouvernance partagée » renverse ainsi la conception du pouvoir comme domination sur les autres pour favoriser la conception du pouvoir comme action concertée en vue d'agir avec les autres. Reconnaître (l'existant), organiser (disposer, composer) et prévoir constituent cette optique que la « gouvernance partagée » est intimement liée à la recherche d'un développement humain car elle prend en compte l'humain dans toutes ses dimensions.

La « Gouvernance partagée » pour un développement humain est une condition de réussite de l'ensemble social. Elle se résume en sept (07) points dénommés les 07C :

- **Changement de mode d'être**
- **Changement de mode de production**
- **Changement de mode de consommation**
- **Changement de type d'économie**
- **Changement de mode d'habiter la terre**
- **Changement de vision**
- **Changement de mode de gouvernance**

Enfin, M. FOLIKOUÉ a souligné que l'imaginaire individuel et collectif doit donner une consistance, un corps à la gouvernance partagée pour un développement humain, et en faire une réalité concrète et palpable au Togo.

La conférence inaugurale n'a laissé personne indifférent et le débat qui a suivi a été très riche, intense, voire passionné. Autorités locales confondues, responsables d'associations et citoyens, chacun y a été de son analyse, de sa conception, de ses suggestions, de ses propositions, entre autres, dans la comparaison des deux (02) paradigmes développés. Si le paradigme de la «gouvernance partagée» a remporté l'adhésion collective, sa mise en œuvre au Togo a suscité beaucoup de questions, des inquiétudes et même des appréhensions par rapport au climat, à l'atmosphère et au paysage politique qui prévalent au Togo.

Répondant à l'assistance, M. Roger Ékoué FOLIKOUÉ s'est d'abord réjoui de l'intérêt indéniable que sa conférence a suscité. Il s'est dit sensible de voir combien les Togolais dans leur généralité sont, d'une manière ou d'une autre, lucides et affectés par la situation quasi délétère et de morosité qui prévaut dans le pays. Enfin pour lui, l'effectivité de la « gouvernance partagée pour un développement humain » passe par une réelle prise de conscience, une sensibilisation et une mobilisation permanente, une adhésion et une détermination accrues. Mais aujourd'hui plus que jamais, la jeunesse togolaise a un rôle à jouer, une mission à accomplir pour faire du paradigme de la gouvernance partagée désormais une réalité, a conclu le communicateur.



Vue des participants / © UST



D. LES TRAVAUX

D.1.PREMIÈRE JOURNÉE

D.1.a. PANEL 1 : Modèles agricoles et souveraineté alimentaire : Quels défis pour le Togo ?

Avec pour modérateur M. Charles Grégoire ALOSSÉ, quatre panélistes ont tour à tour pris la parole pour développer le thème du Panel 1.

Il s'agit du Professeur Amen NÉNONÉNÉ Directeur Adjoint de l'Ecole Supérieure d'Agronomie de l'Université de Lomé, du Frère François AMOUZOU, Moine de Dayes-Zogbégan, de M. Koffi TOMI Paysan de Kévé, et de M. Antoine DZAMAH, Président du centre agricole SICHEM.

Le Professeur Amen Yawo NÉNONÉNÉ dans son introduction a dit que les enjeux provoqués par l'évolution croissante de l'homme, ont entraîné des transformations progressives dans les techniques et les modèles agricoles. Parmi les modèles agricoles, on notera :



Pr. Amen NENONENE, Directeur Adjoint de l'Ecole Supérieure d'Agronomie de L'UL / © UST

- **L'agriculture extensive** qui n'utilise pratiquement pas d'intrants avec néanmoins de faibles rendements. L'impact environnemental des sols est toutefois très limité.



- **L'agriculture intensive** avec une productivité et des rendements de plus en plus croissants, grâce à des moyens de production agricole plus modernes, allant des technologies de semences (semences à haute productivité, Organismes Génétiquement Modifiés ou OGM,) à une agriculture industrielle à haute utilisation d'intrants de synthèse (engrais, produits phytosanitaires, produits vétérinaires,), ainsi que des machines agricoles. À ce niveau, on constate un important impact environnemental très souvent assez dégradant.
- **L'agriculture vivrière ou agriculture de subsistance**, principalement tournée vers l'autoconsommation et la distribution d'une partie de la production sur les marchés locaux environnants.
- **L'agriculture biologique** qui exclut les produits chimiques de synthèses, les OGM, la conservation des cultures par irradiation, entre autres.
- **L'agriculture urbaine ou péri-urbaine** qui comprend les cultures légumières, l'élevage, la pêche, la floriculture, etc.... Cette forme agricole se pratique autour et au sein des villes. Elle est pourvoyeuse d'emplois et permet le recyclage des déchets urbains.
- **L'agriculture raisonnée ou intégrée**. Elle est à mi-chemin entre agriculture intensive et agriculture écologique avec utilisation raisonnée des intrants de synthèse et des potentialités de ressources naturelles.
- **L'agroécologie** qui consiste à une approche systémique de la production basée sur les aptitudes offertes par les écosystèmes, la limitation des intrants de synthèse et la préservation des ressources naturelles (eau, énergie, éléments minéraux,)
- **L'agriculture durable** basée sur la notion de développement durable. Elle prend en compte les dimensions économique, environnementale, sociale, voire culturelle dans les pratiques de production. Il s'agit d'une agriculture économiquement viable, écologiquement responsable, socialement et culturellement équitable.

Pour l'agronome NÉNONÉNÉ, tous les modèles agricoles cités plus haut se pratiquent au Togo, avec cependant une prédominance de l'agriculture vivrière et de celle urbaine et péri-urbaine. Malheureusement ces agricultures s'accompagnent de pratiques peu respectueuses de l'environnement, telles que :

- la pratique systématique du brûlis destructeur de la structure et de la fertilité du sol
- l'utilisation de plus en plus accrue et généralisée d'herbicides

En ce qui concerne la souveraineté alimentaire, le Professeur NÉNONÉNÉ considère que la souveraineté alimentaire est le droit des peuples à une alimentation saine et culturellement appropriée et qui est produite avec des méthodes durables. C'est aussi le droit des peuples de définir leurs propres systèmes agricoles et alimentaires. Pour le communicateur, la souveraineté alimentaire se démarque de la sécurité alimentaire, car étant un système alimentaire démocratique qui tient compte des contributions aussi bien des producteurs que des consommateurs.



La souveraineté alimentaire repose sur sept (07) piliers :

- 1. Mettre l'accent sur les besoins alimentaires des peuples**
- 2. Parfaire les connaissances et les compétences**
- 3. Travailler en harmonie avec la nature**
- 4. Valoriser les fournisseurs d'aliments**
- 5. Circonscrire les systèmes alimentaires à une échelle locale et réduire la distance entre les fournisseurs d'aliments et les consommateurs**
- 6. Implanter localement le contrôle**
- 7. Reconnaître le caractère sacré des aliments**

Enfin, pour que le Togo relève véritablement les défis des modèles agricoles et de la souveraineté alimentaire, le Professeur Agronome préconise de :

- booster la compétitivité des productions nationales, en instaurant une politique agricole protectionniste en vue de protéger les agriculteurs nationaux
- lutter contre le dumping sous toutes ses formes
- garantir un niveau suffisamment rémunérateur des prix agricoles au profit des agriculteurs et autres producteurs nationaux
- mettre en place une politique agricole nationale qui soutient l'agriculture paysanne respectueuse de l'environnement et protectrice de la santé humaine
- faire redécouvrir aux populations les légumes et autres produits naturels locaux oubliés au profit des produits importés dont l'origine laisse parfois à désirer
- renforcer auprès des populations l'attrait des produits agricoles locaux beaucoup plus sains et ce, en vue de promouvoir les productions locales
- assurer de façon permanente le renforcement des capacités des Organisations paysannes et agir pour leurs reconnaissances dans des concertations à tous les niveaux

Succédant au Professeur NÉNONÉNÉ, le Frère François AMOUZOU, Moine à Dayes-Zogbégan et Président de l'Association des Transformateurs de Café -Cacao du Togo, a affirmé sans ambages que la région des Plateaux, à savoir le Grand Kloto, Notsé, Wawa, Amou, Litimé, en passant par Atakpamé et Anié, constitue à n'en pas douter des zones de prédilection pour l'agriculture au Togo. Malheureusement, par manque d'une politique agricole cohérente, ces zones ne sont pas correctement optimisées. Fort heureusement, les paysans agriculteurs ont depuis un certain temps décidé de se prendre eux-mêmes en charge en se regroupant dans des associations paysannes, afin de mieux coordonner leurs activités et de les rendre de plus en plus performantes. Pour le Frère François, il faut rendre son importance au travail manuel et aussi rendre divin le travail de la terre. L'orateur a également insisté sur l'importance d'associer l'élevage à l'agriculture. Il s'agit également d'obtenir des produits bio selon des techniques propres.

Pour le Moine AMOUZOU, aujourd'hui plus que jamais, il faut produire et transformer sur place. Une agriculture locale qui n'aboutit pas à une transformation sur place, s'avère être une agriculture imparfaite. Aujourd'hui dans le Grand Kloto et plus précisément à Danyes-Zogbégan, et certainement ailleurs au Togo, on assiste à des transformations des fruits, des épices, des huiles essentielles aux vertus thérapeutiques. À Danyes, la transformation sur place du café -cacao en produits manufacturés (poudre de café, poudre de cacao, chocolat,...) est déjà une réalité. C'est le début d'une agro-industrie dans la région.





Frère AMOUZOU, M. TOMI et M. DZAMAH / © UST

Pour conclure le Frère François AMOUZOU a souhaité que les produits alimentaires locaux servent avant toute chose à l'autoconsommation, à la consommation sur place au Togo et non à l'exportation à l'étranger qui crée très souvent des pénuries de ces produits locaux, au plan national.

Troisième panéliste à prendre la parole, M. Timothée K. TOMI, un paysan venu de Kévé, producteur d'Artémisia. D'emblée, M. TOMI a fait remarquer que la vision stratégique nationale de l'agriculture togolaise souffre énormément de carences. Pour y remédier, il faut repenser, réorienter le modèle agricole togolais. Et cela passe par l'agriculture familiale ! Pour le paysan de Kévé, l'agriculture familiale est aux antipodes de la logique bureaucratique, des protocoles formalisés et de la logique industrielle, celle qui domine les sociétés dites modernes. Il est donc difficile de saisir, de cerner et de comprendre l'agriculture familiale, phénomène qui apparaît complexe, multidimensionnel à plusieurs niveaux. Perçue comme archaïque et anarchique, elle est décrite comme une exploitation réduite seulement à une famille et à ses membres.

Mais pour M. TOMI, l'agriculture familiale est un mode de vie qui respecte l'être humain, qui nourrit l'homme, qui est adapté à la réalité vivante et qui effectivement est basée sur la famille, cellule de base de la société, de la communauté.

Conçue pour nourrir les hommes à tous les échelons, l'agriculture familiale est une culture de préservation de la vie. Elle est une conciliation entre l'agriculteur et son environnement.

Il est apparu aujourd'hui que ni les slogans ni les stratégies élaborés portant sur l'auto-suffisance alimentaire (la terre ne trompe jamais), l'entrepreneuriat agricole, l'agrobusiness, priorité des priorités, la révolution verte, n'ont donné de résultats probants. Dans la plupart des cas, c'est le Programme



Alimentaire Mondial (PAM) qui vient encore au secours des populations démunies. Bon gré mal gré, les exilés victimes des conflits, se trouvent très souvent obligés de revenir d'une certaine façon à l'agriculture familiale.

Si seulement au Togo (sans pour autant négliger ou abandonner les autres modèles agricoles), on prêtait plus d'attention à l'agriculture familiale, si on lui faisait davantage confiance, si on lui accordait plus de crédit, si on pouvait considérer les exploitants de ce modèle agricole comme de véritables ressources humaines existantes, les populations togolaises n'auraient pas à se soucier de la faim et l'État togolais n'investirait pas autant ou aurait très peu recours aux importations des produits vivriers d'ailleurs, conclut M. TOMI.

M. Antoine K. DZAMAH, Président du centre SICHEM, est le dernier à prendre la parole. Pour lui, l'agriculture au Togo occupe une bonne place dans l'économie togolaise. Malheureusement, elle n'est pas assez rentabilisée pour participer efficacement au développement économique et permettre aux paysans de vivre dignement de leur métier. S'agissant des modèles agricoles, l'orateur affirme que le modèle prédominant au Togo repose sur les exploitations agricoles familiales de petite taille allant de 0,5 à 10 ha. Ces modes de production utilisent davantage l'outillage manuel pour réaliser les opérations agricoles et on compte plus sur le système de jachère pour entretenir les sols cultivables. Pour le Président de SICHEM, il existe deux grands modèles agricoles les plus connus que sont l'agriculture conventionnelle et l'agriculture biologique. Deux grands modèles auxquels il faut ajouter de nouveaux modèles que sont :

- L'agriculture durable
- L'agriculture raisonnée
- L'agriculture intégrée
- L'agriculture multifonctionnelle
- L'agriculture de précision
- L'agriculture hors sol

Évoquant la souveraineté alimentaire, M. DZAMAH a souligné qu'elle constitue le droit des peuples, des communautés et/ou des pays de définir dans le domaine de l'agriculture, du travail de la pêche, de l'alimentation et de la gestion forestière, des politiques écologiquement, socialement, économiquement et culturellement adaptées à leur situation propre.

Au niveau local, la souveraineté alimentaire favorise le maintien d'une agriculture de proximité destinée en priorité à alimenter les marchés nationaux et régionaux. Dans ce cas d'espèce, les cultures vivrières et l'agriculture familiale doivent être favorisées, du fait de leur grande efficacité économique, sociale et environnementale.

La souveraineté alimentaire privilégie en outre des techniques agricoles favorisant l'autonomie des paysans. Elle est donc favorable à l'agriculture biologique et à l'agriculture paysanne. Elle est également favorable aux pays africains pour protéger leur marché intérieur, en dépit des pressions extérieures.

« Assurer la souveraineté alimentaire du Togo, passerait nécessairement par la prise en compte des réalités locales ceci, en termes d'atouts et de potentiels de production agricole propre à chaque lo-



calité ». Les défis du Togo pour une souveraineté alimentaire sont orientés à la fois vers les pouvoirs publics et vers les acteurs de terrain, a ajouté le communicateur.

Après avoir évoqué les expériences de l'organisation paysanne qu'est SICHEM et parlé de ses secteurs d'activités, M. Antoine DZAMAH a conclu son exposé en déclarant **« qu'un Togo souverain en terme d'alimentation, c'est d'abord un Togo qui mobilise ses ressources propres pour nourrir ses filles et ses fils, sans pour cela trop dépendre des importations. C'est un Togo qui exerce ainsi son hégémonie sur son système alimentaire »**.

D.1.b. PANEL 2 : Le Tourisme, Facteur de Développement et d'Épanouissement de la Jeunesse ?

Sous la modération du Pr. GOEH AKUE, historien, Messieurs SATRO (DG IFPK Manakel Consulting), AGBAVITO (ONG AVES Togo) et GAGNON (chef division planification du développement local de la commune de Kpalimé) ont tour à tour développé le thème du Panel 2.

De leurs interventions, il ressort qu'autant la région est favorable à l'agriculture, autant Kpalimé et en général le Grand Kloto, constituent des zones propices au tourisme. La diversité de sa verdure, son climat, sa température, ses configurations géographiques, le sens d'hospitalité des populations s'avèrent être d'innombrables atouts pour le tourisme. À cela s'ajoutent de nombreux sites, monuments et vestiges à savoir des monts et collines (Mont Kloto, Forêt classée, Pic d'Agou, Hauteur de Danyes, grottes, etc....), des cascades (Womé, Agomé-Tomégbé, Kpimé,....) des maisons datant de l'époque coloniale (Château Vial, Maisons Konabra, Sam, Tamékloé, d'Almeida,.....). Bien qu'à dominance éwé, Kpalimé et ses environs abritent également d'autres ethnies, d'où un brassage culturel à la fois riche et pittoresque, une culture à la fois religieuse et qui allie tradition et modernisme. L'existence d'un village artisanal et artistique, de musées, d'un folklore riche et varié participe également aux facteurs du tourisme dans la région.



M. SATRO, Pr GOEH AKUE et M. GAGNON / © UST



Le tourisme en tant que moteur de la croissance économique locale est aussi un vecteur de renforcement de la participation citoyenne au développement local. Bien organisé et orienté, le tourisme présente également des opportunités d'emplois pour la jeunesse. Aujourd'hui plus que jamais, pour mieux et bien se vendre, le tourisme a tout aussi besoin de guides touristiques que de l'utilisation des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC).

Une jeunesse locale bien formée en outils informatiques, maîtrisant parfaitement l'internet, orientée et spécialisée dans le domaine, peut largement contribuer à la promotion et au développement du tourisme dans sa localité. Vanter et vendre les atouts et les merveilles touristiques de sa région, à travers un site web et les réseaux sociaux, créer des liens et des relations un peu partout et à tous les niveaux, peuvent engranger des recettes à la localité et assurer des revenus à cette jeunesse locale.

Kpalimé est une ville touristique ouverte, prisée aussi bien par les nationaux que par les étrangers. Outre les touristes, de plus en plus des rencontres multiformes et multidimensionnelles sont organisées pour profiter du climat et de la quiétude de la ville (colloques, séminaires, conférences, week-end team-building etc.).

Les panélistes ont été toutefois unanimes pour reconnaître que le secteur du tourisme à Kpalimé et dans la région du Grand Kloto n'est pas encore totalement circonscrit. Le secteur connaît des problèmes parce qu'étant encore mal organisé, à tous points de vue.

Dans le débat qui a suivi, il a été proposé que les mairies de la région du Grand Kloto se retrouvent pour mettre en place un cadre ou une commission chargée de trouver un mécanisme pour mieux étudier les secteurs touristiques et faire des propositions concrètes. Exemples : commanditer un audit, faire l'état des lieux, recenser tous les sites, les vestiges, les monuments, les places et tous les lieux susceptibles d'intéresser les touristes, éditer des documents historiques, des prospectus d'informations portant sur le patrimoine culturel et touristique ainsi recensé, former des guides touristiques, s'intéresser aux TIC et à ses avantages, créer des taxes municipales pour les droits de visite, établir un organigramme et un programme d'accès aux différents lieux touristiques, entre autres.

Kpalimé, ainsi que chaque localité du Grand Kloto possédant des domaines appropriés, doivent profiter des retombées touristiques, financières et autres. Les recettes financières doivent servir à la rénovation et à l'entretien des voies d'accès, ainsi que des sites, vestiges et autres monuments, afin d'attirer plus de touristes. Créer des emplois pour les jeunes et investir dans le développement des localités, ce sont des possibilités qu'offre un tourisme bien promu et bien développé.

Le débat a également ressorti la nécessité absolue d'élaborer un code d'éthique et de déontologie, des règles et des principes, afin de lutter énergiquement contre certains abus et vices souvent importés et liés au tourisme tels que la prostitution, la délinquance et la prostitution juvéniles, la pédophilie, la consommation de drogues et autres substances nocives, la mendicité, le banditisme, etc. Il faut aussi lutter farouchement contre le tourisme sexuel d'après plusieurs spécialistes du secteur présents à ce panel.

Mme Maryse QUASHIE a clôturé cette journée avec une synthèse des différents panels et échanges avant d'annoncer le programme du lendemain et l'importance de tous d'être présents pour le forum ouvert.



D.2. DEUXIÈME ET DERNIÈRE JOURNÉE

D.2.a. PANEL 3 : Emploi, Entrepreneuriat, Aides Financières, Secteurs Porteurs

Avec pour Modérateur Fabrice AZIAMENYO, Messieurs. Ékué O. ADUAYOM de l'ANPE, Ferdinand ADINDJITA de l'IFF-AFRIQUE et Étsè OTAFAME de COQ BLANC, se sont emparés du thème pour successivement le développer.



Messieurs OTAFAME, ADINDJITA, AZIAMNYO, ADUAYOM et EKPE / © UST

Dans son introduction, M. ADUAYOM a décrit l'emploi comme un travail rémunéré qui dépend cependant de l'évolution de la population active, celle des emplois créés et la faiblesse de l'économie à générer des emplois productifs, durables et décents.

Pour aider tant soi peu les jeunes à intégrer le monde du travail, l'État togolais, avec l'appui des partenaires techniques et financiers, a créé plusieurs institutions permettant aux jeunes de trouver des emplois avec des Contrats à Durée Déterminée (CDD) à court et moyens termes. Mais pour le communicateur, il faut toujours persévérer et cela implique qu'il faut :

- **améliorer le cadre institutionnel et l'environnement macroéconomique**
- **mettre en place un système efficace d'information et de collecte de données fiables sur le marché du travail**
- **améliorer l'offre de formation technique et professionnelle**
- **soutenir la création et le développement des PME-PMI par les jeunes dans l'économie formelle**
- **accroître l'accès des jeunes au crédit et à la technologie**
- **construire un cadre partenarial cohérent et dynamique entre les structures publiques et le secteur privé autour de la problématique qu'est l'emploi des jeunes**



S'agissant des secteurs porteurs, M. ADUAYOM estime que cela nécessite deux critères essentiels : la capacité à générer des revenus suffisants et celle à créer des emplois, entre autres :

- Au niveau macroéconomique (industrie minière, industrie agricole, BTP, transport, TIC, ...).
- Au niveau microéconomique (agriculture, élevage, production halieutique, apiculture, artisanat, services, commerce, énergie renouvelable, emplois verts,).

En ce qui concerne l'entrepreneuriat et les aides financières, l'orateur a rappelé qu'un accent particulier est porté sur la promotion de l'entrepreneuriat et ce depuis 2011, et que plusieurs structures ont été mises en place pour les aides financières au profit de la jeunesse active pour l'entrepreneuriat et les activités pourvoyeuses d'emplois.

M. Ferdinand ADINDJITA succédant à M. ADUAYOM, a d'abord défini le rôle et la mission de l'Institut de Formation Fondacio Afrique (IFF-AFRIQUE) qu'il représente. Il a ensuite dit combien la question de l'emploi est aujourd'hui un épineux problème, alors que chaque année des jeunes diplômés sortent des écoles et des universités dans l'espoir d'une insertion socioprofessionnelle et se voient confrontés à d'énormes difficultés face aux pénuries d'emplois.

« Quand on était petit, les parents nous disaient toujours que l'école est la clé du succès. Aujourd'hui qu'on a la clé, on se rend compte que le gouvernement a changé le cadenas ». Pour M. ADINDJITA, l'entrepreneuriat apparaît désormais comme un changement de cadenas. Car, quel que soit la bonne volonté du gouvernement, on constate qu'il y a un problème de surproduction de diplômés face à un problème d'absorption de ces diplômés. Pour remédier à cela, il faut désormais :

- Orienter les jeunes vers les domaines porteurs et pourvoyeurs d'opportunités de travail
- Former plus de façon classique mais en changeant de paradigme, avec une capacité d'innovation dans la créativité et l'inventivité.

Se référant à Kpalimé et au Grand Kloto, le responsable de l'IFF-AFRIQUE branche Togo a souligné que l'agriculture sous toutes ses formes, constitue un domaine phare d'opportunités d'emplois pour les jeunes. Il faut donc promouvoir l'entrepreneuriat agricole qui pourrait faire que les facteurs naturels que sont la terre, l'eau, le soleil et la main d'œuvre puissent procurer un maximum de résultats.



Vue des participants / © UST

En guise de conclusion, M. ADINDJITA a affirmé que « la formation des jeunes et leur engagement actif est essentiel pour parvenir à des sociétés durables, inclusives et stables, et pour éviter les pires menaces et les obstacles au développement durable, notamment les effets des changements climatiques, du chômage, de la vulnérabilité, des conflits et des migrations ».



Dernier intervenant du Panel 3, M. Étsè OTAFAME qui a eu à présenter l'entreprise COQ BLANC, un centre de formation professionnelle en informatique et imprimerie de Kpalimé. Il a parlé de la vision, la mission, les objectifs et les activités de la société. Abordant le thème à développer, l'intervenant a eu à définir les concepts de l'emploi et de l'entrepreneuriat. Il a ensuite mis l'accent sur le chômage et le sous-emploi qui frappent la jeunesse togolaise et ce malgré les efforts des pouvoirs publics.

Dans la région de Kloto, l'agriculture constitue la première des potentialités en matière d'emplois de la localité. Pratiquement 80% de la population s'adonne à cette activité, cultivant aussi bien les cultures de rente que les cultures vivrières. L'ambition de la région est d'accélérer la transformation sur place des produits locaux. Suivent ensuite l'artisanat, le commerce, les services et dans une certaine mesure le tourisme.

Pour M. OTAFAME, les aides financières sont supposées jouer le rôle de levier pour booster la croissance économique. L'État a certes mis en place des institutions et des structures pour l'octroi de ces aides financières. Cependant, l'adéquation de ces aides financières par rapport aux besoins et par rapport aux destinations, semble poser des problèmes, dans la mesure où les jeunes éprouvent d'énormes difficultés pour mettre en place les Micros, Petites et Moyennes Entreprises (MPME), sources de l'entrepreneuriat.

Enfin, pour le représentant de la société COQ BLANC, il existe des secteurs porteurs et des potentialités d'entrepreneuriat à Kpalimé et dans tout Kloto. Il faut que les aides financières suivent davantage et qu'elles soient en adéquation avec les besoins, afin que l'essor économique devienne une réalité dans la région.

Encore un thème qui a suscité un grand débat. D'abord les gens ont cherché à savoir le rôle exact de l'ANPE. Ensuite, ils ont voulu savoir comment fonctionnent réellement les mécanismes de toutes ces institutions et structures étatiques créées pour l'emploi des jeunes et pour les aides financières. Pour certains, le chômage ne concerne pas seulement les diplômés mais frappe la majorité de la jeunesse togolaise, toutes tendances confondues. Il y a ceux qui estiment que le système éducatif même laisse à désirer et n'offre pas des opportunités. La formation professionnelle est assez faible et ne répond véritablement pas aux objectifs de l'entrepreneuriat. On insiste beaucoup sur l'agriculture comme étant une opportunité majeure, or les paysans sont de plus en plus dépossédés de leurs terres par les nantis et par des étrangers. Ils n'ont plus rien à laisser ou à offrir à leurs descendants. La misère, la précarité et les difficultés quotidiennes poussent les jeunes à désertir les zones rurales pour les villes espérant un mieux vivre.

Autant de questions et de réflexions qui ont poussé l'assistance à solliciter un forum spécial sur la jeunesse, sur ses opportunités d'emploi, et sur son avenir réel.

D.2.b. PANEL 4 : Forum ouvert – Comment reconstruire Kpalimé ?

Avant d'aborder le dernier Panel, le M. Roger E. FOLIKOUÉ, un des responsables des UST, a tenu à faire une mise point. Avec la seconde édition des UST de Kpalimé, fini le temps de voir des citoyens se mettre à l'écart et demander, solliciter des autres d'agir à leur place. Le Togo est une nation, une et indivisible, appartenant à chacun et à tous ! Les problèmes du Togo doivent concerner tous et cha-



cun, individuellement et collectivement. « *L'homme étant un animal politique* », la notion de citoyen apolitique n'a pas de sens et n'a plus sa place face aux enjeux et défis concernant le Togo.

À part cette « *minorité qui s'accapare des richesses* », une partie de la grande majorité des Togolais ne peut prétendre ne pas subir les affres de la récession économique, des injustices, des oppressions. Si l'on considère qu'on n'est pas concerné soi-même, on ne peut pas en dire autant de sa famille, de ses parents, de ses enfants, du voisin.

On ne peut pas se dire apolitique et rester indifférent, neutre et loin de ce qui se passe au Togo. Aucun être sensé, doté des facultés d'analyse et de discernement ne peut oser dire qu'il n'est pas intéressé par la politique, qu'il ne fait pas de la politique. Faire de la politique pour la quête du pouvoir est une chose, mener des actions et poser des actes à caractère politique en est une autre. Tous les diplômés en sciences politiques, en diplomatie et autres ne sont pas forcément des politiciens.



Pr. David DOSSEH et M. Roger FOLIKOUE / © UST

L'éveil de conscience chez le citoyen, la formation permanente et quotidienne, la sensibilisation civique et citoyenne, la lutte et le rejet des injustices, la recherche du mieux être, du dialogue entre les hommes, du mieux vivre ensemble, de la juste répartition des richesses, tout cela c'est faire de la politique sans pour autant viser le pouvoir. Et ça, c'est le rôle et la mission des Organisations de la Société Civile (OSC). Les présentes rencontres citoyennes de Kpalimé sont un acte politique. « *Hommes, femmes, personnes âgées, jeunes (filles et garçons), cadres, étudiants, travailleurs indépendants, nous sommes tous concernés par le sort et l'avenir de notre pays* », a encore ajouté M. FOLIKOUE. N'en déplaise à certains, tout citoyen lambda qui se respecte et qui réfléchit doit être un citoyen engagé, conscient de ce qui se passe chez lui, autour de lui, dans son environnement



physique et social. Il doit pouvoir agir, par conséquence ! « *Je m'engage à.... Je dois... / nous nous engageons à..... / nous devons....* », tel doit être désormais le slogan, le mot d'ordre du citoyen engagé, a conclu l'orateur.

Véritable « arbre à palabre », le forum ouvert a permis aux uns et aux autres de s'exprimer ouvertement et de dire comment ils voient et considèrent la ville de Kpalimé, au lendemain des élections locales. En présence des autorités locales parfois prises à partie, ces dernières ont pu répondre aux critiques qui leur ont été faites. Répondant ainsi à certaines de ces critiques, Monsieur le Préfet de Kloto a déploré le refus de certains contribuables exerçant dans les marchés et dans le domaine des transports à honorer leur engagement en s'acquittant des taxes qui leur ont été fixées. Mais pour le Préfet de Kloto, aujourd'hui que des Maires et des Conseillers municipaux sont élus, cela facilitera une meilleure collaboration entre ces collectivités locales et la Préfecture, et cela aidera à une meilleure gestion de la ville.

Construire des voies de communication, faire payer convenablement les taxes inhérentes au commerce et au transport, faire participer davantage les grands voyageurs, solliciter la capacité de la diaspora de Kloto pour rénover la ville. Le développement ne peut pas se faire dans la paupérisation des populations. Il faut donc recenser les besoins, les quantifier, les budgétiser et créer des structures d'accompagnement. Il faut donc attribuer un caractère social au développement.

Pour toute entreprise, il faut élaborer des projets budgétisés. Des projets sont nécessaires pour Kpalimé avec recherche des sources de financement sous la forme du « gagnant -gagnant », à l'exemple d'un appel aux donateurs. Savoir exploiter à bon escient la richesse et la diversité du relief de la région. Étudier une nouvelle forme d'urbanisation, revoir les voies de communication externes et internes autour et dans Kpalimé.

Nécessité de consultations périodiques entre cadres et nantis de la région de Kloto pour financer des réalisations et des projets d'entrepreneuriat pour développer Kloto et son Chef-lieu. Faut-il relancer l'exploitation des produits agricoles d'exportation au détriment des produits vivriers indispensables aux consommateurs locaux et nationaux ? Le problème reste posé et nécessite moult réflexions. Prendre «à bras le corps» le problème de la jeunesse locale et son avenir. Revoir la modernisation du Lycée de Kpodji et créer si possible une Université à caractère professionnel dans la région. Des opportunités existent à Kpalimé et ses environs, mais « *quand on va seul, on va vite ! Cependant quand on va en groupe, on va sûrement et beaucoup plus loin !* ». Revoir sérieusement l'état de la route Lomé-Kpalimé. Rénover et relancer si possible le chemin de fer. Garantir par les nantis de la région un Fonds d'investissement. Faire de Kpalimé, une ville touristique rentable et pourvoyeuse d'emplois pour la jeunesse. Cesser d'avoir toujours le regard tourné vers l'État et en attendre des mannes. Il faut nécessairement une solution médiane pour un meilleur vivre ensemble. Que les autorités représentantes de Kloto cessent d'avoir «la langue de bois» et prennent véritablement la parole au nom de la Communauté. Promouvoir et propager la diffusion des informations et de la communication et en assurer « le feed-back ». Lutter contre l'accaparement des terres arables par des nantis et des étrangers. Proscrire les engrais chimiques et de synthèse. Revoir les voies d'accès menant aux sites touristiques et en assurer l'entretien à travers des péages. Se dépouiller du manteau d'appartenance politique et mettre en place un dialogue social permanent faisant appel aux Sociétés, Organisations et Associations de la place. Revoir sérieusement le contenu des aliments que l'on consomme. Opter pour un changement en profondeur des mentalités et concevoir l'idée de



leadership susceptible de booster toute action œuvrant pour le développement. La jeunesse locale doit prendre « *le taureau par les cornes* » en se décidant parfois pour l'entrepreneuriat social, à l'exemple des restaurants «DIALLO» des Guinéens expatriés.



Prise de parole des participants lors du Forum ouvert / © UST

Pour les autorités locales, le développement de Kpalimé s'avère être une nécessité vitale. La rendre plus belle, plus attirante, plus attrayante, plus conviviale. Il faut pour cela agir tous ensemble et de manière concertée. Les pistes de solutions proposées à ce Forum sont à retenir. Élaborer un budget participatif à la base et assurer l'exécution des projets et des tâches par un sérieux contrôle citoyen.

Pour Mme Maryse QUASHIE, tout cela nécessite des recommandations et des résolutions. Car après tout, reconstruire Kpalimé c'est se reconstruire soi-même. Se mettre en projet pour élaborer des projets pour la ville. « Faire sa propre part » avant d'attendre des autres. Et surtout reconnaître chez chacun sa valeur. Pour ce faire, il est indispensable de libérer la parole chez le citoyen. Et c'est l'un des objectifs majeurs des UST. Le Forum constitue le début de la prise de parole chez chacun pour aborder divers points de vue. Continuer à parler en évoquant son vécu quotidien à travers des problèmes pris à leurs racines. Identifier des solutions idoines auxdits problèmes ; car « *si moi, je ne peux pas faire ma part, alors il n'y aura aucune solution aux problèmes évoqués* », ajoute Mme QUASHIE.



E. SYNTHÈSE DES TRAVAUX

Elle a été faite par la Mme Maryse QUASHIE. De la cérémonie d'ouverture jusqu'aux différents panels, Mme QUASHIE a souligné que les rencontres citoyennes de Kpalimé ont fait vivre à l'assistance une expérience d'inter-éducation, chacun jouant tour à tour le rôle d'enseignant et celui d'élève. Cela a été rendu possible grâce à la richesse de la diversité de l'assistance et à la présence d'éminentes personnalités qui ont joué ce rôle jusqu'au bout. Problèmes sociaux, économiques et politiques, symptômes réunis dans le syndrome d'une jeunesse sans avenir, ont constitué le diagnostic posé. La philosophie et la psychologie ont été les deux sciences qui ont permis d'aller à la racine du mal et de le nommer : il s'agit du paradigme du « Gouvernant tout puissant », modèle de pensée et déclencheur du comportement du « Gouvernant seul référent ». Le traitement consiste alors à passer de ce paradigme à celui de « Gouvernance partagée ». Il a fallu se référer alors à nos langues nationales pour étayer le traitement. Il y a eu ensuite les traitements d'appoints, à travers l'agriculture et le tourisme. Une agriculture innovante tant dans le choix des produits, des techniques de production que dans les habitudes de consommation. Quant au tourisme, il reste un secteur à défricher pour savoir ce qu'on veut en faire pour la jeunesse locale et ce, en rapport avec les valeurs éthiques et morales, les impacts sanitaires et environnementaux, le patrimoine culturel. Un constat toutefois : on attend encore et toujours beaucoup de l'État. Par ailleurs, chacun dès qu'il devient responsable ne doit pas se mettre à chanter « *mon heure a sonné* », mais plutôt clamer « *Togolais vient, bâtissons la Cité* ».



Mme Maryse QUASHIE / © UST



Toujours pour Mme QUASHIE une remarque s'impose : il y a eu beaucoup d'interventions, ce qui signifie que l'objectif de « libérer la parole » a été largement atteint. Chacun a présenté chaque problème selon son point de vue. Il reste à mettre tous ces points de vue ensemble, en suivant trois étapes, à savoir :

- Aller à la racine des problèmes, en formulant tous les problèmes de la même manière, en proposant des résolutions, en définissant les priorités et les urgences.
- Trouver qui est à même de proposer et de mettre en œuvre les solutions, mettre en forme ces solutions sous forme de projets communs.
- Mais ce qui reste essentiel, c'est de savoir « *qui est responsable de la suite ?* ». La réponse est que « *si je ne fais pas ce qu'il y a à faire, rien ne va marcher !* ». Donc « *chacun doit faire sa part* », afin que les multiples propositions faites au cours du Forum, trouvent un chemin de réalisation pour le plus grand bien de Kpalimé.

F. CONCLUSION

Tout en se réjouissant de la réussite du Forum de Kpalimé grâce à l'engouement que cela a suscité et des résultats qui en ont découlé, les responsables ont vivement souhaité la démultiplication, par les organisations et associations présentes, des différents panels de ces rencontres citoyennes, sous forme de séminaires-ateliers, de conférences publiques, de rencontres-débats, d'émissions radiophoniques, etc.

L'après-midi de la dernière journée a été consacrée à une manifestation culturelle et folklorique et à la prestation d'un orchestre de jeunes de Kpalimé qui s'est achevée dans la nuit et à la satisfaction de tous.



Groupe folklorique «Dagbeneva» de Kpalimé / © UST



G. RECOMMANDATIONS ISSUES DE CES RENCONTRES CITOYENNES

A L'ENDROIT DE LA MUNICIPALITÉ :

Agriculture et Environnement :

- Rendre les produits locaux attractifs (faire un plaidoyer auprès des Ministères de l'Agriculture et du Commerce pour l'établissement de subventions afin que les prix des produits locaux soient concurrentiels)
- Encourager la production biologique dans l'agriculture (primes d'installation d'agriculteurs bio, campagne de communication autour de l'agriculture biologique et de ses bienfaits etc.)
- Lutter contre l'accaparement des terres cultivables à travers l'établissement d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) strict
- Attirer les investisseurs en transformation agricole grâce à une politique fiscale et économique avantageuse sur la commune

Emploi et formation des jeunes :

- Bâtir une politique de formation et d'emploi des jeunes basée sur les atouts et potentialités propres à la région (agriculture, tourisme, commerce etc.).
- Elaborer une politique d'insertion professionnelle afin de lutter contre le chômage des jeunes
- Favoriser la création d'établissements de formation professionnelle et encourager les liens avec les entreprises locales

Infrastructures et sécurité routières :

- Rénover les routes de la commune (facteur important pour l'acheminement des produits et marchandises, mais aussi le tourisme)

Eau et Assainissement :

- Investir dans un système d'assainissement et de ramassage des ordures au sein de la commune

Culture :

- Mettre en place une semaine culturelle annuelle de transmission des traditions

Dialogue avec les administrés :

- Faire vivre le concept de la gouvernance partagée avec la mise en pratique quotidienne des 04 piliers : Amewouho, Alowonou, Dzramedo et Dzranudo dans la politique de la ville
- Impliquer davantage la population dans la conception et la mise en œuvre des projets de développement
- Vulgariser le plan de développement urbain
- Favoriser et simplifier les voies de recours du citoyen envers les instances de la collectivité
- Accentuer la communication envers les citoyens (notamment concernant les différentes taxes et impôts)
- Entretenir un dialogue social ouvert et permanent



Diaspora :

- Impliquer davantage la diaspora dans le développement de la commune (rencontres à intervalles réguliers, communication et implication renforcées etc.)

A L'ENDROIT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE :

Agriculture et Environnement :

- Participer au plaidoyer auprès des Ministères de l'Agriculture et du Commerce pour l'établissement de subventions afin que les prix des produits locaux soient concurrentiels
- Sensibiliser à la consommation des produits locaux

Emploi et formation des jeunes :

- Organiser un forum spécial sur la jeunesse et ses opportunités d'emploi au Togo

Dialogue administrateurs / administrés :

- Poursuivre et intensifier leur rôle d'information et de sensibilisation
- Favoriser le dialogue entre les administrateurs et les administrés pour un meilleur vivre-ensemble et un meilleur développement de la région
- Démultiplier ces rencontres citoyennes sous différentes formes et échelles et dans différentes préfectures

Diaspora :

- Développer une stratégie d'implication de la diaspora issue de la localité en créant des associations de développement bi-nationales par exemple

A L'ENDROIT DES CITOYENS :

- **S'approprier le paradigme de la gouvernance partagée** à travers des formations en français et en langues locales (mise en scène des 04 piliers : Amewouho, Alowonou, Dzramedo et Dzranudo).
- Organiser des rencontres avec les jeunes

**Faire sa part, se tenir informés,
s'engager, sensibiliser ses proches,
être proactifs, bâtir sa cité !**



Tableau listant les préoccupations et recommandations des participants lors du Forum Ouvert / © UST



H. LA SECONDE EDITION EN CHIFFRES

300 PARTICIPANTS

(2/3 venant de Kpalimé et ses alentours)

2 JOURS

8 STANDS THEMATIQUES

(agriculture, santé, éducation au développement, contrôle citoyen de l'action publique, produits locaux, artisanat etc.)

3 PANELS

1 FORUM OUVERT



I. PHOTOS



Installation des affiches par les jeunes des UST / © UST



Arrivée des participants / © UST



Visite des stands par les autorités / © UST



Stand d'artisans locaux / © UST



Stand des produits locaux SICHEM / © UST



Stand de projection de la mini web-série NUNYA / © UST





Stand sur la santé animé par les étudiants de l'AEMP / © UST



Produits locaux exposés dans les stands / © UST



Installation des participants / © UST



Participants / © UST



Stands de Choco Togo et des moines de Dzogbégan / © UST



La seconde édition des UST a été réalisée avec le soutien de :



CCFD-Terre Solidaire

4, rue Jean Lantier

75001 Paris

Site web : <http://ccfd-terresolidaire.org>

Rapporteur : M. Younglove AMAVI, membre des UST

Relecture : M. Seyram DOM, assistant projet aux UST

Mise en page : Mme Jérôme CHAUMARD, chargée de projet aux UST

Les Universités Sociales du Togo 2ème édition

«Gouvernance partagée pour un développement humain»



Avec le soutien de :

